



# Assemblée générale

Distr. générale  
21 décembre 2018

Soixante-treizième session

Point 9 de l'ordre du jour

## Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 13 décembre 2018

[sans renvoi à une grande commission (A/73/L.40/Rev.1)]

### 73/133. Sortie de pays de la catégorie des pays les moins avancés

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* la résolution [2018/27](#) du Conseil économique et social, en date du 24 juillet 2018, concernant le rapport du Comité des politiques de développement sur les travaux de sa vingtième session,

*Ayant à l'esprit* ses résolutions [59/209](#) du 20 décembre 2004, [65/286](#) du 29 juin 2011 et [67/221](#) du 21 décembre 2012 sur une stratégie de transition sans heurt pour les pays retirés de la liste des pays les moins avancés,

*Rappelant* le paragraphe 10 de sa résolution [67/221](#), dans lequel elle a décidé de prendre note des décisions du Conseil concernant le retrait de pays de la liste des pays les moins avancés, ainsi que l'ajout de pays à celle-ci, à la première session qu'elle tiendrait après leur adoption par le Conseil,

*Soulignant* que le fait de sortir de la catégorie des pays les moins avancés est un événement capital pour le pays concerné, puisque cela signifie que celui-ci a fait de nets progrès pour ce qui est d'atteindre au moins certains de ses objectifs de développement,

1. *Réaffirme* que la sortie d'un pays de la catégorie des pays les moins avancés ne devrait pas se traduire par un bouleversement des plans, programmes et projets de développement du pays concerné ;

2. *Note* que le Conseil économique et social a souscrit à la recommandation du Comité des politiques de développement concernant le retrait du Bhoutan de la liste des pays les moins avancés, note également que le Comité a jugé raisonnable la demande du Bhoutan de faire correspondre la date effective de son reclassement avec la fin de son douzième plan national de développement en 2023, et décide de ménager pour ce pays, à titre exceptionnel, une période préparatoire supplémentaire de deux ans avant le début de la période préparatoire de trois ans conduisant à son retrait ;



3. *Invite* le Bhoutan à élaborer, durant la période de cinq ans qui s'écoulera entre l'adoption de la présente résolution et sa sortie de la catégorie des pays les moins avancés, une stratégie nationale de transition sans heurt, avec l'aide des organismes des Nations Unies et en collaboration avec ses partenaires commerciaux et ses partenaires de développement bilatéraux, régionaux et multilatéraux ;

4. *Prend note* du fait que le Conseil a fait sienne la recommandation du Comité tendant à retirer les Îles Salomon de la liste des pays les moins avancés, et décide de ménager pour ce pays, à titre exceptionnel, une période préparatoire supplémentaire de trois ans avant le début de la période préparatoire de trois ans conduisant à son retrait ;

5. *Invite* les Îles Salomon à élaborer, durant la période de six ans qui s'écoulera entre l'adoption de la présente résolution et leur sortie de la catégorie des pays les moins avancés, une stratégie nationale de transition sans heurt, avec l'aide des organismes des Nations Unies et en collaboration avec leurs partenaires commerciaux et leurs partenaires de développement bilatéraux, régionaux et multilatéraux ;

6. *Note* que le Conseil a souscrit à la recommandation du Comité concernant la sortie de Sao Tomé-et-Principe de la catégorie des pays les moins avancés, note également que le Comité a jugé raisonnable la demande de Sao Tomé-et-Principe tendant à ce que la date effective de son reclassement soit reportée à 2024 pour qu'elle puisse procéder aux réformes internes nécessaires et aligner sa stratégie de transition sur son plan national de développement, et décide de ménager pour ce pays, à titre exceptionnel, une période préparatoire supplémentaire de trois ans avant le début de la période préparatoire de trois ans conduisant à son retrait ;

7. *Invite* Sao Tomé-et-Principe à élaborer, durant la période de six ans qui s'écoulera entre l'adoption de la présente résolution et sa sortie de la catégorie des pays les moins avancés, une stratégie nationale de transition sans heurt, avec l'aide des organismes des Nations Unies et en collaboration avec ses partenaires commerciaux et ses partenaires de développement bilatéraux, régionaux et multilatéraux.

*52<sup>e</sup> séance plénière  
13 décembre 2018*